

BERNARD STALTER REÇU PAR CHRISTIAN ECKERT... et il tape en touche.

L'APCM nous communique :

« Bernard Stalter a été reçu par Christian Eckert, secrétaire d'État en charge du budget et des comptes publics. Lors de cet entretien, le président a notamment insisté sur la nécessité de trouver un meilleur équilibre et une réelle équité entre la fiscalité des entreprises et celle des micro-entrepreneurs. La question des ressources financières du réseau a également été abordée : à la fois pour permettre au réseau de maintenir un service de qualité pour les entreprises artisanales mais aussi pour nous permettre de revoir la rémunération des agents du réseau qui sont les acteurs quotidiens de la réalisation de nos missions. »

LES SOURIRES, C'EST BIEN, LES ACTES C'EST MIEUX.

Si l'on peut se réjouir que l'ambiance du dialogue social se soit très largement détendue, après des années de tensions et de coups bas auxquels nous avions habitués le président GRISET, sur le fond, les recettes pour maintenir le gel du traitement des agents sont les mêmes. **Il ne faudrait pas remplacer l'autoritarisme par le paternalisme.**

Alain GRISET avait trouvé une idée de génie : faire porter la responsabilité de la situation financière des agents sur l'état, faire financer l'austérité imposée au réseau par les

agents.

Ainsi nous vous l'annonçons, l'employeur des agents de CMA ce n'est pas les Chambres de Métiers, c'est l'ETAT !

Depuis sept ans la valeur du point d'indice dans le réseau des CMA est gelé, depuis 7 ans les CMA se refont une santé en diminuant leur masse salariale, depuis 7 ans les établissements provisionnent dans leurs comptes une évolution chaque année de 1% de leur masse salariale sans l'appliquer et malgré tout cela, les employeurs renvoient à l'Etat la décision de l'augmentation de la valeur du point.

En gros c'est «donnez nous l'argent pour augmenter les salaires que nous bloquons depuis 7 ans». Et quel beau duo complice qu'un état intransigeant et un réseau victime, pleurant de concert sur la nécessité d'une austérité salutaire. On a envie de sortir un mouchoir.

Les mauvaises langues pourraient même dire que le réseau se sert de ce chantage aux salaires pour faire desserrer l'étreinte de l'état sur les finances des CMA. Un pas que nous ne franchirons pas bien-sur...

Face à ce petit pas de deux entre l'état et la tête de réseau, les agents ne sont pas dupes. Ils sont exaspérés, en colère et dépités.

Le gouvernement devrait y réfléchir à deux fois. Cette colère pourrait bien s'exprimer dans les urnes lors des prochaines échéances électorales.

Cette situation ne peut pas durer.

POUR FAIRE FACE AUX EXIGENCES DE DEFENSE DES INTERETS DES AGENTS IL FAUT UNE FORTE REPRESENTATION DE CEUX CI. IL FAUT UN PARITARISME RENFORCÉ ET PRESENT !

**POUR CELA, VOTEZ ET FAITES VOTER MASSIVEMENT LORS DES
ELECTIONS DU 5 AU 14 AVRIL PROCHAIN.**